

Délibération n° 150/2018 du 23 août 2018 validant le plan de financement du projet d'équipement multisports de proximité du quartier de OUTUMAORO

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération n° 37/2018 du 23 mars 2018 approuvant les nouvelles inscriptions en autorisation de programme pluriannuel en faveur des acquisitions foncières et immobilières ;
- **VU** la délibération n° 129/2018 du 31 mai 2018 validant le principe du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et Développement Communal réunie en date du 18 mai 2018 ;
- **Considérant** les ambitions communales en matière de développement de la jeunesse et des activités physiques ;
- **Considérant** le projet de rénovation urbaine inscrit sur le territoire du quartier prioritaire de OUTUMAORO ;
- **Considérant** la demande de financement déposée auprès du Centre National du Développement du Sport en juin 2018 ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Est validé le plan de financement du projet d'équipement multisports du quartier de OUTUMAORO, équipement collectif de proximité, prévu dans le périmètre FULLER du projet de rénovation urbaine (PRU) suivant :

DEPENSES ELIGIBLES AU FINANCEMENT		
<i>Bailleur de fonds</i>	<i>% du TTC</i>	<i>Prix TTC en F CFP</i>
CNDS (Etat)	30 %	25 401 652
DDC (Pays)	50 %	42 336 086
Fonds propres (Commune)	20 %	16 934 434
<i>SOUS - TOTAL</i>	<i>100 %</i>	<i>84 672 172</i>

DEPENSES NON - ELIGIBLES AU FINANCEMENT		
Fonds propres (Commune) – Travaux	100%	1 722 685
<i>SOUS - TOTAL</i>	<i>100 %</i>	<i>1 722 685</i>
TOTAL		86 394 857

- Article 2** – Le Maire est autorisé à signer la convention de financement à venir et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.
- Article 3** – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
- Article 4** – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT